Cet article se veut une contribution au débat qui traverse toute la gauche sur la nature du pouvoir qui existe actuellement au Venezuela, contribution qui s'effectue néanmoins dans une conjoncture particulièrement difficile, au moment où les tentatives étatsuniennes de renverser le gouvernement de Nicolas Maduro et d'imposer Juan Guaidó se sont multipliées.

À gauche, il existe légitimement une quasi-unanimité pour dénoncer ces volontés de déstabilisation US et pour se dresser contre tout projet d'invasion du Venezuela. Mais nombreux aussi ont été amenés, et ce bien avant le coup d'État raté de la droite en avril 2019, à s'interroger sur les caractéristiques de la « révolution bolivarienne » menée par Hugo Chávez ainsi que sur la nature exacte du régime de Maduro qui lui a succédé.

C'est dans le cadre de cette discussion que ce texte se situe, plus particulièrement sur la question souvent abordée, assez rarement discutée sur le fond de la nature du groupe dirigeant actuel, de sa trajectoire, et si l'on est en droit de parler de « caste bureaucratique » ou de « bolibourgeoisie ».

Il s'agit de deux formulations qui, certes, indiquent de sérieuses critiques à l'endroit du régime maduriste, mais qui néanmoins font référence à des diagnostics bien différents sur la question du bloc au pouvoir, et qui orientent de manière distincte le type de position politique que l'on peut avoir vis-à-vis de lui.

Par exemple, opter pour la présence d'une caste bureaucratique permet de s'opposer à Maduro sans établir un parallèle avec l'opposition de droite, tout en pouvant mener à deux positions différentes. Soit on estime que la caste bureaucratique représente une dérive plus dangereuse que ce que propose la bourgeoisie vénézuélienne traditionnelle, ce qui amène à soutenir l'opposition (une partie d'ex-chavistes sont dans cette logique), soit on ne voit en elle qu'une simple dérive politique partielle qu'il reste possible de corriger, ce qui permet de soutenir de manière critique le régime (ce que défendent la plupart des alliés du PSUV au sein du Pôle Patriotique[1]).

Par contre, parler de bolibourgeoisie, appelle à établir un parallèle entre la droite et le gouvernement de Maduro, amenant à rejeter de la même manière ces deux camps. Pour simplifier, cette acception caractérise la crise politique actuelle comme une lutte pour le pouvoir entre deux fractions concurrentes de la bourgeoisie, l'une alliée à l'impérialisme US, l'autre à la bureaucratie d'État. La stratégie alternative repose alors sur la constitution d'un troisième pôle indépendant de la droite et de Maduro, prenant appui sur les mouvements sociaux.

Mais pour opter pour l'une ou l'autre de ces deux formulations, il faut essayer de tracer la dynamique historique du groupe social au pouvoir et tenter d'en comprendre les mécanismes et sa constitution.

Les différentes fractions de la bourgeoisie en Amérique Latine et au Venezuela

À la différence des pays développés du Nord, la pénétration du capitalisme par la colonisation directe ou indirecte, a rapidement bouleversé les classes sociales locales latino-américaines et a recomposé violemment la formation sociale de chacun des pays de ce continent. Une nouvelle classe dominante est apparue, la bourgeoisie, dont la fraction

hégémonique est orientée vers le commerce avec les pays développés. Cette fraction de la bourgeoisie, appelée la bourgeoisie comprador, s'est en quelque sorte spécialisée dans le commerce avec les multinationales. Puis avec la mise en œuvre de la stratégie de développement par substitution des importations qui traverse l'Amérique latine pendant près de 50 ans du XXème siècle, commence à se développer une bourgeoisie « nationale », plus liée à la production endogène, industrielle ou agricole. Ces deux fractions de la bourgeoisie se sont souvent trouvées en concurrence ce qui s'est traduit par des conflits politiques.

Pour les pays dont l'essentiel de la production et du commerce est tiré par la rente, issue soit des hydrocarbures, soit des mines, la bourgeoisie orientée vers ce commerce international prend nettement le dessus[2]. Qui plus est, le capitalisme de rente a toujours été un système extrêmement corrompu. Phénomène qui ne peut que s'accentuer avec la libéralisation totale des marchés financiers, permettant ainsi toute latitude pour les opérations douteuses et frauduleuses.

Au Venezuela, l'industrie qui s'est développée hors secteur rentier est avant tout une industrie de montage (automobiles notamment), et de traitement métallurgique (comme avec la SIDOR – Siderúrgica *del Orinoco* – une des principales entreprises de sidérurgie du continent). Mais le gros de la richesse produite et distribuée est concentré autour de la production d'hydrocarbures. La bourgeoisie qui en profite se construit grâce aux relations qu'elle noue avec les multinationales et les gouvernements étrangers. Quand on sait que le gros de la production pétrolière alimentait directement les USA, on comprend mieux pourquoi le Venezuela est resté pendant toute la période post-révolution cubaine le pays le plus pro-américain du continent et surtout le seul à ne pas reconnaitre Cuba. Car le gros de la bourgeoisie vénézuélienne est avant tout une bourgeoisie rentière adossée au marché mondial et qui s'enrichit soit en vendant à l'étranger, soit en transformant des produits importés.

Chávez est arrivé au pouvoir dans ce contexte particulier en pleine dérégulation néolibérale. Il a d'abord cherché à contrôler le pétrole, principale source de corruption, ce qui a expliqué la forte opposition de la bourgeoisie vénézuélienne. C'est la source profonde de la violence de la réaction de la bourgeoisie, représentée par la droite et la *Fedecamaras* (fédération patronale vénézuélienne), mais aussi par celle de la CTV (centrale syndicale vénézuélienne) financée par la corruption, qui ont fomenté et réussi le coup d'État de 2002 avec l'aide des USA.

Le projet même de développement tel que l'exprimait Chávez dès le départ et notamment dans la Constitution[3], reposait sur une recherche d'alliance avec une bourgeoisie nationale. Malheureusement, dans une économie rentière, surtout dans le monde néolibéral actuel, la bourgeoisie des pays du Sud est totalement dépendante de la rente et du marché mondial. Malgré le fait que Chávez n'ait jamais voulu remettre en cause le capitalisme, ses choix politiques, notamment le contrôle de la production d'hydrocarbures et la redistribution plus égalitaire de la rente, s'opposaient aux besoins de l'essentiel de la bourgeoisie comprador vénézuélienne toute orientée vers les USA et Miami.

Quel groupe social prend le pouvoir avec Chávez ?

Quand Hugo Chávez a été élu en 1998, c'est le personnage « atypique », on dirait

antisystème de nos jours, qui a été choisi à l'encontre du pacte de non-agression des deux principaux partis qui se sont partagés le pouvoir depuis 1958, année de la chute de la dictature. Il a profité de l'exaspération des couches populaires durement frappées par les mesures néolibérales des gouvernements précédents. Chávez a été largement soutenu par le peuple vénézuélien sur un programme anti-corruption, de rupture avec l'ordre constitutionnel et de meilleure répartition des richesses mais en même temps son capital électoral ne se doublait pas d'une force politique ancrée au sein de la population, notamment chez les électeurs qu'il visait à convaincre. Le parti de Chávez, le *Movimiento Bolivariano Revolucionario – 200* (MBR-200), est avant tout une organisation semi-clandestine, principalement composée de militaires (autour notamment de Raúl Isaías Baduel, Jesús Ernesto Urdaneta Hernández, Diosdado Cabello et Hugo Chávez). Sa création est aussi le résultat d'une stratégie menée par une fraction de la gauche révolutionnaire civile de s'implanter au sein des forces armées.

Le 21 octobre 1997, pour élargir sa base sociale en vue des élections présidentielles, le MBR-200 se transforme en MVR (Mouvement Cinquième république) et construit un regroupement de la gauche non social-démocrate, le Pôle Patriotique. Hugo Chávez, candidat de ce rassemblement, est élu un an plus tard. Mais s'il conquiert le pouvoir politique, au sens qu'il investit l'ensemble des institutions et des administrations, et s'il s'inscrit clairement dans la gauche latino-américaine, de par son programme et ses alliances, le personnel politique qui occupe ce pouvoir est principalement issu de deux groupes, celui des militaires qui ont soutenu Chávez depuis la tentative ratée de coup d'état de 1992, et un regroupement des personnalités qui ont émergé au sein de la gauche révolutionnaire comme Alí Rodríguez Araque, Tarek William Saab Halabi, etc …

Le groupe social qui va diriger les affaires du pays est ainsi un regroupement composite, autour de la personnalité de Hugo Chávez, limité, mais il n'y a aucune organisation politique et sociale de masse, ni dans les quartiers populaires, ni dans les entreprises, ni dans les campagnes, qui puisse servir de point d'appui pour le nouveau pouvoir en gestation. Le syndicalisme est totalement corrompu et inféodé à l'Action Démocratique, parti social-démocrate qui partage le pouvoir depuis 1958 avec la droite représentée par le COPEI. Les organisations populaires des quartiers pauvres et des bidonvilles ont été réprimées et décimées depuis le *Caracazo* de 1989. Quant au mouvement paysan il est d'une grande faiblesse, confronté à des propriétaires terriens qui règnent en maitre sur les terres cultivables du pays.

Cette originalité du chavisme, c'est d'avoir conquis le pouvoir sans appareil politique, en l'absence d'armature organisée, à l'exclusion des forces armées qui l'ont soutenu. Cela explique en grande partie le poids déterminant de la personnalité de Chávez et le fait que l'orientation politique du régime, notamment ses virages successifs, ne font qu'une avec les intuitions politiques de Chávez. Son arrivée au pouvoir implique un renouvellement du personnel politique, mais aussi la prise en main des entreprises publiques, ce qui nécessite des moyens humains. Le noyau originel est élargi et on retrouve quatre groupes visibles.

D'abord les anciens liés plus ou moins directement au précédent régime comme José Vicente Rangel (passé par l'URD[4], devenu candidat présidentiel indépendant, aux relations extérieures), Álvaro José Silva Calderón (pétrole et mines), ou Maritza Izaguirre (économie et finances).

Puis quelques anciens militaires : outre Chávez lui-même, Luis Ramón Reyes Reyes (travaux publics et logement), puis Diosdado Cabello, Raúl Isaías Baduel ou Jesse Chacón (défense)

Ensuite d'anciens dirigeants d'autres organisations politiques : Alfredo Antonio Peña (PCV, secrétariat de la présidence), Ali Rodriguez Araque (des FALN à la Causa R, pétrole et mines), Jorge Antonio Giordani Cordero (PCV, planification et développement), Gilberto Rodríguez Ochoa (AD puis MAS, santé), Luis Manuel Miquilena Hernández (justice, ancien de l'URD,), Julián Isaías Rodríguez (qui milita à l'AD puis au MEP, vice-président), ou Aristóbulo Istúriz Almeida (AD puis MEP, Causa R et PPT, éducation).

Enfin des personnalités diverses, dont le plus notable est Héctor Navarro (éducation), etc… Parmi ces collaborateurs de la première heure, nombreux sont ceux qui ont depuis rompu avec le chavisme, surtout après la victoire de Maduro, comme Hector Navarro, Gustavo Márquez, etc … quand d'autres ont été accusés de corruption après avoir critiqué Chávez, comme Raúl Isaías Baduel.

Ce panorama incomplet du début des gouvernements de Chávez correspond bien à un dosage complexe entre la volonté de s'entourer de « techniciens » comme Maritza Izaguirre, censée envoyer un signe favorable aux marchés financiers, Gilberto Rodríguez Ochoa, médecin et chercheur reconnu ou Álvaro José Silva Calderón, avocat ayant travaillé pour le régime précédent avec le ministère des mines et des hydrocarbures, et bien d'autres encore, mais aussi de militants qui l'ont soutenu, soit dans le cadre du Pôle Patriotique, soit pendant le coup d'État de 1992.

Autre caractéristique des gouvernements chavistes, dans les premières années, c'est la forte proportion de personnes issues des classes moyennes, notamment avocats, universitaires, ingénieurs, médecins. À la différence des gouvernements néo-libéraux, il y a une quasi absence de représentants du patronat, des milieux d'affaires ou de la finance.

Mais une campagne électorale cela demande des moyens. Et Chávez a bénéficié de soutiens au sein du patronat local comme Danilo Díaz Granado ou Umberto Petricca que nous retrouverons dans les arcanes du pouvoir, de même que plusieurs hommes d'affaires qui surgissent au début des années 2000 comme acheteurs des banques privées, avec Ricardo Fernández[5] (banques Confederado, Banpro et Bolívar), Torres Ciliberto dans les assurances ou Victor Vargas Irausquín, banquier vénézuélien qui a soutenu le gouvernement notamment dans sa recherche de fonds. Tous ces personnages amassent des fortunes considérables et sont des alliés du pouvoir chaviste.

Ce cinquième groupe de soutien au pouvoir en place amasse des fortunes grâce aux appuis que possèdent ses membres au sein des administrations. Économie rentière oblige, beaucoup font affaire dans le pétrole, soit en ayant la gestion directe de PDVSA (*Petróleos de Venezuela S.A.*), comme Rafael Ramírez, soit en obtenant des licences d'exploitation pétrolières comme Wilmer Ruperti. Au départ, la consolidation de ce groupe social passe par l'obtention de licences d'exploitation ou d'importation, et la spéculation sur le bolivar et le dollar. Puis rapidement, surgissent les achats d'entreprises directement liées au marché financier international : banques, assurances, bourses locales. Ce groupe ne participe pas directement au pouvoir politique mais il s'associe avec lui pour réaliser des affaires.

Au fil des années, ce processus d'accumulation de richesses va être élargi aux personnalités liées directement au pouvoir politique. Cela va s'effectuer de deux manières : par la corruption, partie la plus visible du mécanisme d'enrichissement de la couche dirigeante car agrémentée de scandales périodiques, mais aussi par une législation qui va permettre à une partie du personnel politique chaviste d'accéder aux d'affaires et de créer leurs propres sociétés.

Mais à la différence de la IVème république (1958-1998), cette nouvelle couche sociale qui regroupe aussi bien des bourgeois affairistes qui ont trouvé des opportunités à collaborer avec le régime chaviste, que de nouveaux entrepreneurs, directement issus des institutions, n'a pas de représentation politique clairement identifiée. Le PSUV est devenu une machine électorale schizophrène, déchirée entre une direction peuplée de personnages qui profitent joyeusement du système, secoués régulièrement par des cas de corruption, et une base qui proclame sa foi en la révolution et au socialisme. L'absence de représentation politique de cette nouvelle couche sociale capable de réguler ses excès explique en partie l'abondance de règlements de compte qui traversent ce courant, ponctué d'accusation de corruption, de complot et de mises à l'écart.

Trajectoire du chavisme au pouvoir : de l'occupation de l'État à son utilisation pour son propre compte

Les années qui suivent l'arrivée de Chávez au pouvoir sont celles des réformes sociales et économiques (avec notamment la loi sur les hydrocarbures). La bourgeoisie choisit de renverser le pouvoir en place avec le coup d'état de 2002, parce qu'elle se voit privée de ses ressources qui viennent principalement de la rente pétrolière, désormais essentiellement utilisée pour financer les politiques sociales.

Durant cette période, rien n'est joué et au sein du pouvoir, c'est la période des débats entre ceux qui veulent approfondir le processus de la révolution bolivarienne et ceux qui veulent tenter de pactiser avec l'opposition. Il ne s'agit pas seulement de débats politiques mais d'un début de cristallisation d'intérêts matériels. Une partie du « bolivarisme » profite directement de la redistribution des cartes et notamment de leur place au sein des institutions et des entreprises publiques. Vers le milieu des années 2000, le débat commence à être lancé sur la question des privilèges accumulés grâce aux fonctions assumées au sein de l'appareil d'État. La question de savoir qui, de la « bolibourgeoisie » ou du courant des « bolivariens révolutionnaires », va gagner, devient centrale et cristallise l'apparition d'un chavisme de gauche, ou chavisme critique.

Si apparemment, rien n'est joué entre ces deux courants, la bascule aura lieu après deux évènements, l'échec du référendum constitutionnel de 2007 et la crise bancaire de 2008. Le premier va être interprété par Chávez comme un désaveu de sa politique et va accélérer sa volonté de concentrer le pouvoir au sein de l'exécutif. Il n'aura de cesse de tenter de prendre le contrôle des organisations sociales, jusqu'à la scission organisée au sein de l'Unete (principale centrale syndicale, créée après le coup d'état de 2002 en soutien au retour de Chávez) pour créer une nouvelle confédération totalement inféodée au pouvoir, la CBST (*Central Bolivariana Socialista de Trabajadores*). Désormais, la radicalité de la phraséologie révolutionnaire est inversement proportionnelle à la réalité des politiques menées.

Le deuxième évènement est la crise bancaire de 2008. Alors que Chávez aurait pu choisir de profiter de cette crise pour imposer un système bancaire public, contrôlé par le pays, il a fait le choix de renflouer les banques en faillite et de laisser les autres continuer à spéculer. Désormais, la crise financière va s'aggraver, ouvrant la porte à une politique monétaire favorisant la spéculation avec la création de taux de change multiples.

Ces deux évènements constituent le point de bascule du régime. Entre 2009 et 2014, la

plupart des dirigeants critiques, qui cherchent à alerter le gouvernement sur la corruption au sein du pouvoir ou proposent un changement de cap au niveau économique et social, sont écartés. Ces évènements ne sont pas réductibles à des problèmes de personne, mais ils traduisent la victoire du courant représentant la « bolibourgeoisie » ou la « caste corrompue » suivant les interprétations.

Quelle que soit la dénomination, cette victoire repose sur des intérêts matériels. Nous retrouvons le courant regroupé autour de Diosdado Cabello, ennemi juré de la gauche chaviste, qui s'appuie sur l'appareil militaire. Nous avons aussi tous les dirigeants des entreprises publiques, qui se sont largement affrontés aux salariés, comme à la SIDOR, à CANTV (*Compañía Anónima Nacional Teléfonos de Venezuela*), à PDVSA ou à la *Corporación Venezolana de Guayana*. La corruption, marqueur fort des économies de rente, permet aussi à tout un personnel politique d'investir dans les secteurs les plus rentables : spéculation financière, mines, etc… Ce personnel politique a les mêmes intérêts que les quelques patrons qui soutiennent le régime depuis 1998, et participe directement au pillage de l'économie.

Signe de ce virage, le nouveau discours d'entrepreneurs très puissants qui se sont convertis en chavistes pragmatiques. C'est le cas par exemple de Gustavo Cisneros, magnat de la presse et une des principales fortunes du continent, qui après avoir soutenu le coup d'état de 2002, décida d'afficher sa nouvelle neutralité politique après 2007. Autre signe politique en direction du patronat, la constitution en février 2009 de la *Confederación de Empresarios Socialistas de Venezuela*, qui est censée regrouper les patrons d'entreprises proches du pouvoir, bien que son importance soit restée très limitée.

Mais avec l'élection de Maduro, le phénomène de participation active des cercles du pouvoir dans l'économie va prendre une autre ampleur, en particulier quand le nouveau président décide d'accélérer la pénétration de l'économie vénézuélienne par les militaires. On est passé d'une stratégie de recherche de soutien au sein du patronat existant, qui est resté minoritaire, à celle de création ex-nihilo d'un nouveau patronat.

Les militaires : de l'institution d'État au complexe financier et industriel

En dehors de la gestion des marchés d'armement pour les forces armées, la première participation directe des militaires à l'économie, hors de leur « champ de compétences », a lieu lors du Plan Bolivar 2000. Le 27 février 1999, Hugo Chávez lance une première mission en direction des quartiers populaires chargée principalement de réaliser un plan de vaccinations massives, des soins d'urgence et de distribuer des denrées alimentaires. Ce Plan, organisé par les militaires qui mobilisent 40000 d'entre eux, finit par des révélations de corruption contre des généraux qui se seraient enrichis à cette occasion[6].

Puis, progressivement, la place des militaires va devenir centrale, jusqu'au gouvernement Maduro avec 30% en moyenne de sièges occupés par des militaires[7], dont les postes régaliens. Cette progression du poids des militaires est due à un double phénomène.

Le premier est économique avec l'implication directe, comme on l'a vu dès le Plan Bolivar 2000, des militaires dans la vie économique du pays. Cette mission supplémentaire qui s'ajoute à celle de la défense du territoire va plonger les cadres de l'institution militaire

directement dans le monde économique et des affaires. Le deuxième élément, est une opération de séduction de la part de Maduro qui cherche à les associer à la gestion du pays. Cela devient une opération de survie, notamment après la crise politique ouverte en 2014 avec les mobilisations de la droite et la défaite du PSUV aux législatives de 2015, approfondie par la crise sociale et économique. Dans ce contexte, le régime a besoin du soutien de tout l'appareil répressif. Dans l'histoire du Venezuela chaviste, il ne faut pas oublier que le coup d'État de 2002 a été soutenu par une partie des militaires et qu'il a conduit à une épuration dans ses rangs. Maduro ne veut pas prendre le risque de rééditer un tel évènement.

Si sous Chávez les militaires sont contenus dans des fonctions d'appui à un gouvernement majoritairement civil, sous Maduro, les militaires prennent aussi la tête de la plupart des entreprises publiques du pays (PDVSA, métro de Caracas, ports, entreprises métallurgique, ….). Pour donner corps à cette transformation d'une partie de la hiérarchie militaire en groupe d'hommes d'affaires, celle-ci crée des entreprises *ad hoc*, une banque en 2013 (*El Banco de la Fuerza Armada Nacional Bolivariana*, BANFANB), une entreprise d'extraction minière en 2016 (*Compañia Anónima Militar de Industrias Minera, Petrolífera y de Gas*, CAMIMPEG), mais aussi une dizaine d'autres compagnies, dans le transport, l'agriculture, la construction, l'eau les télécoms, etc. … Si entre 1950 et 1998, seules 4 entreprises sont créées par les militaires, principalement dans l'armement, un service de voyages et l'assurance, sous Chávez, ce sont deux entreprises, dans l'automobile et la construction. Mais sous Maduro, entre 2013 et 2017, ce sont 14 qui sont mises sur pied dans l'ensemble des domaines productifs et de services.

Depuis 2014, ce phénomène de présence militaire dans les affaires s'est accéléré et a été entériné notamment après le vote de la loi Organique de la *Fuerza Armada Nacional Bolivariana* (FANB) du 17 novembre 2014 qui réaffirme, dès son article 3, comme mission octroyée à la FANB, la nécessité de participer activement au développement national, mission déjà reprise dans l'article 328 de la Constitution. En septembre 2016, le « Commando pour l'Approvisionnement Souverain » nouvellement créé, chargé de contrôler la distribution des principaux biens de consommation dans le pays est confié aux militaires. Ce Commando est divisé 18 groupes par types de produits, chacun sous la direction d'un militaire (huile, viande bovine, sucre, beurre, etc. ….)[8]. Une liste des militaires directement impliqués dans la gestion d'entreprises privées ou publiques, soit en les dirigeant directement, soit en ayant des rôles clefs en leur sein (conseil d'administration, etc…) fait état de 785 officiers de haut rang[9] et plus de 1600 si on y inclut ceux qui ont des charges politiques et gouvernementales.

Pour faire des affaires, encore faut-il s'accorder avec le pouvoir politique. Au Venezuela, l'État joue un rôle déterminant dans le contrôle des politiques économiques. La création des zones économiques spéciales, censées faciliter l'exploitation des ressources au nom de l'intérêt général, ouvre la porte à la déréglementation des règles environnementales et sociales et des droits peuples indigènes. La plus emblématique est celle de *l'Arco Minero del Orinoco* (AMO, Arc Minier de l'Orénoque) située essentiellement dans l'état de Bolivar sur une surface équivalente à celle du Portugal. Lors des élections régionales du 15 octobre 2017, le CNE (Conseil National Électoral) en proclame le résultat dans l'état de Bolivar et désigne comme vainqueur le candidat de l'opposition, Andrés Velásquez, du parti *Un Nuevo Tiempo*. Puis deux jours plus tard, le CNE déclare que Justo Noguera Pietri, candidat du PSUV, est élu[10] ! Cet ancien commandant général de la Garde Nationale prend la main sur l'État de l'AMO, permettant ainsi une jonction entre le pouvoir politique et le pouvoir économique.

Face aux scandales de corruption qui touchent aussi bien des membres du pouvoir politique et militaire que des partisans de l'opposition, le Tribunal Suprême de Justice décide par sa sentence n°1.421 du 15 décembre 2016 que le contrôle fiscal des entreprises liées aux militaires ne sera plus exercé par le Contrôleur Général de la République mais directement par celui de la FANB, permettant ainsi aux entreprises créées par les forces armées d'échapper à tout contrôle public et tout risque de poursuite en cas de malversation. Ces sociétés militaires fonctionnent comme n'importe quelle entreprise privée. La CAMIMPEG s'associe avec des entreprises étrangères, comme le géant anglo-suisse Glencore, société de négoce des matières premières, régulièrement poursuivie et accusée de corruption et de pollution, ou *Southern Procurement Services*, compagnie britannique spécialisée dans le pétrole, pour exploiter les territoires qu'elle contrôle. Désormais, une partie de la hiérarchie militaire est directement intégrée dans la direction et la gestion d'entreprises. Elle se retrouve ainsi liée au régime de Maduro, ce qui explique en partie la faiblesse des soutiens militaires à Guaidó pendant la tentative de coup d'état d'avril 2019.

Les mécanismes d'enrichissement : change dollar/bolivar, et la loi sur les investissements étrangers

La jonction entre pouvoir politique et finance par le biais de la rente minière et du commerce international va être rendue possible et extrêmement juteuse à partir de la crise bancaire de 2008.

Quand arrive la crise bancaire de 2008, tous les pays sont touchés à travers l'imbrication des systèmes bancaires. Au Venezuela plusieurs banques font faillite et le gouvernement décide de les racheter. Alors que de nombreux économistes demandent la nationalisation des banques afin de créer un pôle bancaire national sous contrôle de l'État, le gouvernement vénézuélien refuse et limite son action au seul sauvetage des banques défaillantes ou de leurs actifs[11].

La crise bancaire a eu un impact profond au Venezuela parce que le système financier est totalement libéralisé et mondialisé, qui plus est dans un continent, l'Amérique latine, où le dollar est roi. le choix politique du gouvernement Chávez de ne pas remettre en cause le caractère privé des principales banques du pays va avoir des conséquences durables et catastrophiques. Pourtant, les banques vénézuéliennes sont connues pour avoir largement participé au blanchiment d'argent et à la corruption, notamment pendant les 20 dernières années de la IVème République. Les témoignages de cette époque sont édifiants[12] sur les meurtres, emprisonnements arbitraires, complots et trafics en tout genre auxquels participaient plus ou moins directement banquiers et politiciens.

Cette corruption, inhérente à la révolution néolibérale et à la libéralisation totale des marchés financiers, a connu une accélération au Venezuela avec la mise en place du RECADI (*Régimen de Cambio Diferencial*) en 1983, c'est à dire l'instauration d'un régime de change différentiel à deux taux, inséré au sein d'un système bancaire et politique déjà largement corrompu. En 1989, la corruption générée par ce système aboutit à la mise en accusation de 5 ministres et à la suppression du RECADI. Mais ce système bancaire gangréné est celui qui a été transmis en héritage au nouveau pouvoir chaviste et c'est celui-là qui a été épargné depuis 1998 et notamment lors de la crise de 2008.

Rien d'étonnant à ce que en 2009, lors d'un colloque organisé à la Banque Centrale du Venezuela, autour d'économistes de nombreux pays latino-américains, la plupart des intervenants aient réclamé la nationalisation des banques au Venezuela et la constitution d'un pôle bancaire public. Mais c'est la continuité du système qui sera choisi par Chávez. Cela a déjà conduit le gouvernement à établir la CADIVI (la *Comisión Nacional de Administración de Divisas*) en 2003 avec les mêmes prérogatives que le RECADI des années 1980. Il ne faudra pas attendre longtemps pour que les mêmes effets soient constatés, amplifiés avec la mise en place du SITME (Système de Transactions en Devises Étrangères) dès juin 2010. Ce système introduit un troisième taux de change réservé aux entreprises et investisseurs afin d'acheter et d'obtenir des dollars sur le marché international. En réalité, le SITME a facilité l'enrichissement rapide de tout investisseur ayant accès au marché mondial[13]. En 2012, le ministre des Finances et de la Planification, Jorge Giordani, dénonce le fait que ce système a permis le vol de 25 milliards de dollars et que cette corruption traverse tous les échelons du pouvoir. Après la mort de Chávez, il sera rapidement écarté et publiera un témoignage à charge après son éviction du gouvernement Maduro le 16 juin 2014[14].

Le premier type d'enrichissement que l'on vient de voir est strictement lié à la politique monétaire menée par le gouvernement Chávez et poursuivie par celui de Maduro. Il permet l'émergence d'une couche sociale qui, parce qu'elle possédait soit de l'argent, soit du pouvoir dans des institutions, s'enrichit très rapidement. Il est illusoire de croire que seuls les proches du régime ont profité de ce système. Toutes les entreprises et investisseurs ayant la possibilité d'accéder au marché extérieur en ont bénéficié, même si la proximité avec le pouvoir facilite l'accès à ce marché des devises.

Mais il existe un deuxième type d'enrichissement qui est étroitement lié à la politique économique du pouvoir. Il repose sur deux piliers.

Le premier est la création de sociétés « mixtes » en lien avec les multinationales étrangères. Ces entreprises, incorporées au marché mondial, sont totalement intégrées au système capitaliste et sont gérées comme toute entreprise « classique », avec un code du travail où règne la subordination du salarié, un mode de propriété à capitaux multiples. Si ce système a toujours existé au Venezuela, la loi sur la protection des investissements étrangers publiée le 27 décembre 2017 en catimini va plus loin. Luis Britto Garcia, chaviste de la première heure, dénonce cette loi comme une loi « terminator » et parle de victoire du lobby néolibéral au sein du madurisme[15]. Tous les renoncements y sont décrits. Cela passe par la reconnaissance des tribunaux internationaux pour régler les problèmes de conflits dans lesquels seraient impliqués des entrepreneurs étrangers (article 6), puis par l'octroi d'avantages directs (article 22) comme les dégrèvements d'impôts, les franchises, les accès privilégiés aux services publics, ou le rapatriement de 100% des bénéfices au bout d'un an (article 28), etc. À cette loi s'ajoutent toute une série de dispositions législatives facilitant les dérogations aux lois progressistes mises en place au début du chavisme. C'est clairement le cas avec la création des Zones Économiques Spéciales, suivie de la création de *l'Arco Minero del Orinico* (AMO).

Le deuxième pilier repose avant tout par la place du personnel politique au sein de l'appareil institutionnel. Il faut se rappeler que la direction d'entreprises publiques et la gestion au plus haut niveau d'institutions s'effectue dans un pays gangréné par la corruption, corruption qui, nous devons le souligner, ne date pas de Chávez mais a explosé dans les années 1980 avec la victoire du néolibéralisme. Or, les principaux vecteurs de cette corruption n'ont pas été supprimés. Signe des temps, une des principales figures qui a défendu le chavisme à l'étranger, Eva Golinger[16], avocate nord-américaine, a dénoncé

le niveau incroyable de corruption atteint sous Maduro[17]., ce qui lui a valu l'accusation «*d'agent de l'impérialisme* » par Diosdado Cabello, dans son émission de télévision du 3 octobre 2018.

La faiblesse organisationnelle du courant politique qui a mené à la victoire de Chávez, limité aux anciens du coup d'État raté de 1992 et à des transferts d'autres organisations de la gauche vénézuélienne, a obligé dans un premier temps le nouveau pouvoir à s'appuyer sur la quasi-totalité des structures antérieures et aussi sur des cadres de l'ancien régime. Mais la volonté de contrôle des mouvements sociaux par le chavisme et la difficulté pour Chávez de tolérer une critique, ont interdit l'émergence de cadres issus de ces mouvements, en dehors des supporters inconditionnels, acritiques et suivistes, dont les convictions se limitent à leur volonté d'accéder aux privilèges du pouvoir. Les départs successifs de dirigeants politiques chavistes ayant dénoncé la corruption permettent d'affirmer que le régime s'est rapidement concentré autour du courant le plus perméable au vertige du pouvoir et des avantages matériels qu'il procure.

Caste bureaucratique ou fraction de la bourgeoisie ?

Dans un article publié sur le site *aporrea*, Argimiro Duran tente d'expliquer pourquoi selon lui il n'existe pas de « bolibourgeoisie »[18]. Il définit la bourgeoisie comme réduite à une « quantité limiitée de membres » propriétaires des grandes entreprises. Il explique qu'il existe un groupe social qui s'enrichit par sa place dans les ministères, les institutions et les entreprises d'État. Cela suffit, d'après cet auteur à le différencier totalement de la bourgeoisie et à établir une échelle de valeur entre la bourgeoisie, ennemi irréductible, de ce groupe, simple déformation du système composée de « traitres ». Et de conclure que parler de bolibourgeoisie déprécie le « bolivarisme ».

Le problème est que cette conception est a-historique. S'il est tout à fait possible d'admettre qu'une caste de parvenus et de corrompus ait pu se développer à travers la gestion de l'État vénézuélien, il est aussi tout à fait admissible qu'après 20 ans de chavisme, ce groupe parasitaire se soit transformé en fraction majoritaire et surtout qu'il ait pu passer de l'enrichissement illicite ou spéculatif à la prise en main d'une partie de l'économie.

Or, le Venezuela bolivarien est avant tout une société capitaliste dépendante. Le PIB se répartit entre un tiers issu du secteur public et les deux tiers du secteur privé. Ces deux secteurs sont régis par les règles de l'économie de marché. Quant aux salariés de ces entreprises, publiques comme privées, ils sont non seulement sous la domination d'un code du travail qui n'a pas été fondamentalement modifié, mais servent aussi de variable d'ajustement pour le maintien ou l'accroissement du profit. La politique économique de l'État vénézuélien s'est limitée à construire un ensemble d'entreprises publiques dans les secteurs stratégiques, dans un ensemble largement dominé par le secteur privé. Désormais, cet état mène une politique préférentielle en direction des multinationales, comme la loi sur les investissements et la création des zones économiques spéciales le prouvent largement.

L'État, malgré la nouvelle Constitution de 1999, n'est en rien un État socialiste. Il est composé de professionnels de la politique, non révocables, mélange de personnages régulièrement accusés d'affairisme, ou poursuivis pour corruption. La fraction la plus puissante de la bourgeoisie, représentée par exemple par Cisneros, a bien compris la

distance existant entre les proclamations sur le socialisme du XXIème siècle et la réalité des pratiques et des décisions politiques. C'est ce qui explique que la fraction la plus radicale de l'opposition est portée par des partis qui se sont développés au départ principalement au sein de la petite bourgeoisie (comme *Voluntad Popular* qui s'est construit autour des mobilisations étudiantes anti-Chávez), ouverte à l'influence nord-américaine et liée aussi au capital transnational. Il y a ainsi eu une rupture entre d'un côté les vieux courants de la bourgeoisie représentés par AD, COPEI ou Primero Justicia, et de l'autre l'alliance entre la petite bourgeoisie déclassée et une partie de la bourgeoisie internationalisée, affairiste et exclue des arcanes du pouvoir.

Cette porosité entre la réalité capitaliste de l'économie vénézuélienne et l'appareil d'État trouve son paroxysme avec l'irruption massive des militaires sous les mandats de Maduro qui investissent l'économie dans tous les secteurs. Ils deviennent propriétaires d'un grand nombre d'entreprises, tout en bénéficiant de ressources financières. Et contrairement à ce qu'affirme Victor Alvarez, l'entrepreneur socialiste est un mythe, surtout si l'on se fie à la définition qu'il en donne :

> « *à la différence de l'entrepreneur capitaliste qui est motivé par le lucre, l'entrepreneur socialiste est motivé par sa vocation de service et par des principes de solidarité, de coopération et d'aboutissement* »[19].

Les salariés qui ont lutté dans les entreprises publiques, PDVSA, SIDOR, *Corporación Eléctrica Nacional*, métro de Caracas, etc., soit contre la corruption ou l'incompétence de ces dirigeants, soit encore contre l'intransigeance patronale dont ils ont fait preuve, pourront facilement témoigner que l'entrepreneur socialiste ressemble comme deux gouttes d'eau à l'entrepreneur capitaliste.

La nouveauté de ce régime maduriste, réside dans la fusion entre le personnel politique et les affaires. La corruption leur a permis de s'enrichir mais elle a permis aussi de diversifier leurs actifs. Le choix délibéré de Maduro d'ouvrir aux militaires la possibilité d'investir tous les secteurs de l'économie est dans la continuité de la constitution de ce groupe de nouveaux riches issus des spéculations autour de la monnaie et du commerce dans les années 2000 et qui se prolonge désormais dans la production. C'est tout cet ensemble d'individus qui, à partir de sa place dans l'appareil d'État, et en lien avec des milieux d'affaires, s'est constituée en « bolibourgeoisie », la différenciant de la bourgeoisie « historique » qui a traversé l'histoire du pays.

Rappelons que chez Marx, la notion de classe fait référence à un groupe social défini à partir de la production d'ensemble et non pas réduite à la nature individuelle du travail. Elle prend en compte aussi bien le revenu, la propriété, l'État, et se différencie de la caste qui se constitue par un statut particulier. Un exemple bien connu de caste est celui de la bureaucratie soviétique. Analysée par Trotsky comme issue du prolétariat soviétique, et s'autonomisant à travers l'État soviétique dont les intérêts se réfractent à travers elle, on pourrait en effet en tirer une analogie avec ce que certains appellent la « caste bolivarienne ». Mais ici, nous sommes dans une société bourgeoise où l'État antérieur n'a pas été détruit par Chávez mais légèrement remodelé, ce qui explique que la bureaucratie corrompue est devenue indissociable de la bourgeoisie qui reste la classe dominante du pays.

Plus largement, cette bureaucratie chaviste originelle qui a pu développer des fortunes

personnelles sur la base initiale de la « simple » corruption est désormais étroitement liée à la direction d'entreprises, à la production et au commerce, possibilité ouverte par les choix politiques des gouvernements Chávez et Maduro. Les dirigeants de ce pays, pour la plupart issus de couches moyennes ou de l'appareil militaire, se sont intégrés à la bourgeoisie vénézuélienne. La bolibourgeoisie, limitée au début aux seuls entrepreneurs qui se sont enrichis grâce aux relations nouées avec l'État, s'est étendue au fil des années au sein de l'appareil de cet État et est devenue la norme du pouvoir maduriste. Ceux qui ont refusé de participer à cette évolution et qui l'ont dénoncé, soit ont été exclus, soit sont partis d'eux-mêmes.

Pour arriver à cette conclusion, il a été essentiel de tracer la trajectoire du pouvoir chaviste. Nous découvrons ainsi que la faiblesse originelle du groupe au pouvoir couplée aux choix politiques de refuser de modifier en profondeur les rapports sociaux et économiques, a abouti à l'inverse du programme sur lequel Chávez a été élu.

Pourtant, si la gauche s'est intéressée, voire parfois identifiée, au chavisme, c'est en raison des résultats positifs des politiques menées les premières années. La mise en place des missions, avec l'accès gratuit aux soins dans les quartiers populaires, la création des universités bolivariennes, la politique préférentielle en direction des plus pauvres, portaient un espoir de rupture avec le néolibéralisme dominant la planète. Pour beaucoup à gauche, le chavisme permettait de redonner l'espoir et ouvrait la possibilité de changer l'ordre des choses. Mais la politique de l'entre-deux, celle de tenter de satisfaire tout le monde, a buté sur la réalité des conflits de classe. Rapidement, les reculs se sont multipliés, et la victoire de Maduro a signé la fin de la partie et des débats. Tout en s'appuyant sur un discours anti-impérialiste, le régime s'est recroquevillé sur la fraction qui a pris le dessus au sein du chavisme : la bolibourgeoisie. Comme le dit Manuel Sutherland, la « *ruine du Venezuela n'est due ni au « socialisme » ni à la « révolution* » »[20], deux phénomènes qui n'ont, comme tels, jamais existé dans ce pays.

Cette discussion autour de la trajectoire et de la nature du régime vénézuélien depuis l'accession de Chávez au pouvoir est essentielle car elle doit nous permettre de tenter de comprendre aussi le brusque retour de bâton qui secoue l'Amérique latine avec les victoires successives de la droite, y compris extrême, dans les dernières élections, que ce soit au Brésil, en Colombie, en Argentine, au Chili, etc. Car cette situation n'est pas propre au Venezuela. On pourrait aussi interroger l'évolution de l'Équateur qui a mené au départ de Correa, comme celle du Nicaragua et la féroce répression du peuple nicaraguayen par le président Ortega.

Comment des gouvernements qui avaient conquis le pouvoir en s'appuyant sur des revendications des couches populaires, ont-ils été balayés et désavoués par leur propre base électorale ?

Le 16 mai 2019.

Patrick Guillaudat est auteur avec Pierre Mouterde de *Hugo Chávez et la révolution bolivarienne*, 2012.

Notes

[1] PSUV : Parti Socialiste Uni du Venezuela, parti au pouvoir ; Pôle Patriotique, coalition de petits partis avec le PSUV dans le cas des campagnes électorales.

[2] Voir la description qui en est faite par André-Gunder Frank dans son ouvrage *Lumpen-bourgeoisie et lumpen- développement*.

[3] Rappelons que la Constitution de 1999 réaffirme son soutien à l'initiative privée en matière économique (article 112). Cette non remise en cause du système et du mode de production explique en partie que vingt ans après la victoire de Chávez, le poids du secteur privé dans l'économie soit resté quasiment identique à celui de l'année 1998, autour de 65%.

[4] Explication des sigles politiques : URD *(Unión Republicana Democrática),* COPEI *(Comité de Organización Política Electoral Independiente),* MAS *(Movimiento al Socialismo),* PCV *(Partido Comunista de Venezuela),* FALN *(Fuerzas Armadas de Liberación Nacional),* AD *(Acción Democrática),* MEP *(Movimiento Electoral del Pueblo),* Causa R *(La Causa Radical),* PPT *(Patria Para Todos).*

[5] Il est arrêté en 2009 et toutes ses entreprises ont été saisies.

[6] En 2013, le Tribunal Suprême de justice décide de poursuivre le général chargé du Plan Bolívar 2000, Victor Cruz Weffer, après une enquête qui a débuté en 2002. Mais les premières plaintes ont eu lieu durant l'exécution du Plan Bolivar 2000. Le rapport de Clodosvaldo Russián, du Bureau du contrôleur général, expliquait que des factures fictives étaient réalisées, avec des entreprises inexistantes, permettant des détournements de fonds dans de nombreuses régions. Le nombre élevé de plaintes a accéléré la fin de ce Plan Bolivar, malgré le fait que le travail social réalisé était considérable et en rupture avec l'abandon des quartiers populaires des périodes précédentes.

[7] Voir l'article de Francine Jacome, *Los militares en la política y la economía de Venezuela*, publié dans le n° 274 de mars-avril 2018 de la revue Nueva Sociedad.

[8] Pour rappel, depuis 2004, 10 des 11 ministres de l'agriculture étaient des militaires.

[9] Voir sur le site ArmandoInfo, *el gobierno bolivariano subcontrato a los caudillos de la Fuerza Armada*

[10] Sur 19 états gagnés par le PSUV et ses alliés, 8 le sont par des militaires en retraite.

[11] *Banco Confederado* et *Banco Bolívar* ont été nationalisées. *Banco Canarias* et *Banpro* furent liquidées.

[12] Voir par exemple celui de Thor Halvorssen publié dans *Tal Cual* du 31 mai 2007.

[13] Le principe repose sur le fait que cet investisseur obtient des dollars à un taux préférentiel pour acheter une marchandise et la revend au taux de change « normal ». Prenons un exemple fictif : il obtient 1 dollar contre 2,5 bolivar au taux préférentiel avec un taux de change « normal » de 1 dollar pour 5 bolivars. Il achète une marchandise pour 100 dollars et a donc dépensé 250 bolivars pour obtenir ces 100 dollars. Il la revendra au Venezuela pour 100 dollars, soit 500 bolivars. Il a doublé sa mise initiale et peut donc

recommencer la même opération, mais en ayant doublé ses fonds.

[14] Dans son texte de juin 2014, *Testimonio y responsabilidad ante la historia*, il parle de « mécanisme pervers » à propos du SITME.

[15] Voir ses deux tribunes publiées dans les numéros du quotidien *Ultimas Noticias* des 12 et 19 novembre 2017. Notamment dans celle du 19 novembre 2017 où il explique : *« dans le secret le plus absolu, un lobby néolibéral prépare dans la Constituante une Loi Terminator de Promotion et de Protection des Investissements, ou d'investissement étranger direct, pour octroyer à des entreprises particulières d'autres pays plus de privilèges qu'aux vénézuéliens et nous ruiner ».*

[16] Elle publia plusieurs ouvrages établissant les liens entre la CIA et le gouvernement Bush avec l'opposition vénézuélienne qui fomenta le coup d'État de 2002, notamment en 2006 avec son livre *Bush vs. Chávez – la guerra de Washington contra Venezuela* et en 2005 avec *Code Chávez – CIA contre Venezuela* (version française de 2006)

[17] Elle a publié plusieurs articles dans la presse nord-américaine, notamment lors de la tentative de rencontre entre Trump et Maduro fin 2018 où elle dénonce ces deux dirigeants comme des étoiles jumelles. Puis sur son site, le 8 janvier 2019, elle publie une enquête sur le nouveau président du Tribunal Suprême de Justice où elle le présente comme un ancien criminel, par ailleurs ancien garde du corps de l'ex-président Carlos Andrés Pérez. Elle en déduit que ce cas représente l'évolution dangereuse et malsaine du madurisme et sa rupture avec le chavisme.

[18] *Por qué no existe la « boliburguesia »* publié le 20 juin 2016 sur le site vénézuélien www.aporrea.org

[19] Voir son article sur son site, daté de mai 2011 intitulé *« el Empresario Socialista ».* Victor Alvarez a été ministre des industries de base et des mines sous Chávez.

[20] Titre de son article paru dans le numéro 274 de mars-avril 2018 de la revue *Nueva Sociedad*.